

Les Palestiniens sont des êtres humains, pas des cibles

Communiqué LDH

Rien ne peut justifier la mort d'au moins trente-huit Palestiniens et les blessures infligées à plusieurs centaines d'entre eux, dont il n'est même pas avéré qu'ils étaient en possession et usaient d'armes à feu. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) considère que les autorités civiles d'Israël et les responsables de l'armée israélienne, qui définissent les conditions d'emploi des armes, et les soldats qui acceptent d'exécuter les ordres donnés portent l'entière responsabilité de ce qu'une enquête impartiale pourrait qualifier de crime de guerre.

Ce déferlement de violences commises à l'égard de manifestants désarmés n'est possible qu'en raison de l'impunité de leurs auteurs, consacrée par la législation israélienne et confortée par le soutien sans limite des Etats-Unis, et par l'inaction de l'Union européenne.

Au-delà des condamnations verbales qui ne manqueront pas d'avoir lieu, la LDH demande au gouvernement français d'adopter les mesures nécessaires pour marquer son refus de tels agissements.

Paris, le 14 mai 2018